

Par [Laurence Bézaguet](#) 04.01.2018 Tribune de Genève

12 000 signatures pour les rentes et des logements

Caisse de pension. L'initiative populaire «Sauvegarder les rentes en créant du logement», lancée par l'Asloca et le Cartel, a abouti.



Albert Anor, Carole-Anne Kast, Alberto Velasco et Jocelyne Haller lors du dépôt des signatures en faveur de l'initiative populaire «Sauvegarder les rentes en créant du logement». Image: Georges Cabrera

Dès lors que le nouveau droit suisse sur les caisses de pensions publiques, voté en 2010 par les Chambres fédérales, impose à l'État d'injecter plusieurs milliards dans la Caisse de prévoyance de l'État de Genève (CEPG), autant que cela serve à la construction de logements locatifs accessibles à la majorité des habitants! Tel est l'objectif de l'initiative populaire «Sauvegarder les rentes en créant du logement», lancée conjointement, début septembre, par l'Asloca et le Cartel intersyndical du personnel de l'État et du secteur subventionné.

Elle a été déposée ce jeudi matin au Service des votations et élection, munie de «près de 12 000 signatures». Représentants de l'Asloca et du Cartel, mais aussi du Mouvement populaire des familles, du Parti socialiste, d'Ensemble à gauche, des Verts et du MCG, se sont rassemblés aux Acacias pour dire tout le bien qu'ils pensaient de cette démarche, née sur deux intérêts

historiques communs, comme le résumait le président de l'Asloca Alberto Velasco et le membre du Cartel, Albert Anor: «La situation préoccupante du logement et des retraites de la CPEG qui ne s'élèvent en moyenne qu'à 3000 francs.»

«Notre initiative vise à sauvegarder les retraites des 45 000 affiliés à la CPEG en augmentant son capital via la cession de terrains constructibles ou de droits à bâtir propriété de la collectivité, notamment sur le PAV (Praille-Acacias-Vernets), afin d'y construire du logement abordable en maîtrisant la rente foncière qui ne doit pas rester le droit divin des propriétaires privés!» ajoutent les deux avocats de l'Asloca auteurs du texte, Romolo Molo et Christian Dandres, également député. Un projet «gagnant-gagnant» pour Carole-Anne Kast (PS), Jocelyne de Haller (EàG), Marjorie de Chastonay (Verts) et Daniel Sormani (MCG), soit «offrir du logement décent à la population et des conditions de vie dignes aux retraités.»

«Un bon levier pour forcer le Conseil d'État au dialogue», ajoutent la présidente du PS et Albert Anor. Car ce débat a aussi investi le Grand Conseil; la gauche et le MCG d'un côté, le gouvernement de l'autre ont chacun déposé un projet de loi. «Notre projet prévoit une recapitalisation de 3 milliards, soit de l'ordre de 75% d'ici 2030; le Conseil d'État de 4,4 milliards», précise Romolo Molo. Pour que cet apport de 4,4 milliards ne fasse pas couler les finances publiques, les employés de l'État seront mis à contribution et un mécanisme particulier dit de «prêt simultané» de 4 milliards sera appliqué. Les quelque 400 millions manquants seront, eux, couverts par des transferts d'actifs et la dissolution de provisions (voir la Tribune de Genève du 10 octobre). «On est majoritaire, alors on aimerait voter sur la question avant la fin de la législature, conclut Alberto Velasco. Ce d'autant plus que notre solution coûte moins cher sur le long terme que celle du Conseil d'État.»

(TDG)